

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée  
10 mai 2004

Français  
Original: Anglais

---

**Commission pour la prévention du crime  
et la justice pénale**  
Treizième session  
Vienne, 11-20 mai 2004  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*  
**Coopération internationale en matière de lutte  
contre la criminalité transnationale**

**États-Unis d'Amérique: projet de résolution**

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social l'adoption du projet de résolution ci-après:

**Constitution d'un groupe intergouvernemental d'experts chargé d'élaborer un projet d'accord bilatéral type sur le partage des avoirs**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* le paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>1</sup>, en vertu duquel les États parties à la Convention sont tenus, lorsqu'une demande est faite par d'autres États parties, de prendre des mesures pour identifier, localiser et geler ou saisir le produit du crime, les biens, les matériels ou les autres instruments visés au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention, en vue d'une éventuelle confiscation, ainsi que le paragraphe 3 de l'article 14 de la Convention, en vertu duquel les États parties peuvent envisager spécialement de conclure des accords ou arrangements prévoyant de partager avec d'autres États parties ce produit ou ces biens confisqués,

*Rappelant également* que l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 5 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>2</sup> prévoit également de telles mesures,

---

\* E/CN.15/2004/1/Rev.1 et Corr.1.

<sup>1</sup> Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I.

<sup>2</sup> *Recueil des Traités* des Nations Unies, vol. 1582, n° 27627.



*Conscient* que les États requérants, qui cherchent à retrouver au-delà des frontières nationales les biens faisant l'objet d'une mesure de confiscation et les États qui exécutent des demandes émanant d'autres États concernant la confiscation engagent souvent des dépenses substantielles lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires,

*Ayant à l'esprit* qu'un nombre croissant d'États ont conclu des accords sur le partage des avoirs en vue de favoriser la coopération pour les questions concernant la confiscation et assument les frais s'y rapportant,

*Déterminé* à renforcer la coopération internationale dans le domaine de la confiscation du produit et des instruments du crime,

*Reconnaissant* qu'un accord bilatéral type sur le partage des avoirs pourrait améliorer la coopération internationale dans le domaine de la confiscation du produit et des instruments du crime et contribuer à la réalisation des objectifs de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention des Nations Unies contre la corruption<sup>3</sup>,

1. *Prie* le Secrétaire général de convoquer, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires et conformément aux principes directeurs adoptés par la Commission pour l'utilisation des ressources à des fins générales<sup>4</sup>, un groupe intergouvernemental d'experts chargé d'élaborer un projet d'accord bilatéral type sur le partage des avoirs;

2. *Accepte avec gratitude* l'offre du Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'accueillir la réunion du groupe intergouvernemental d'experts;

3. *Prie* le groupe intergouvernemental d'experts, dans l'exécution de ses tâches, de s'inspirer des accords existants sur le partage des avoirs, ainsi que d'autres instruments pertinents élaborés par des instances multilatérales;

4. *Prie* le Secrétaire général de présenter les conclusions de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa quatorzième session, pour examen.

---

<sup>3</sup> Résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>4</sup> Résolution 44/20 de la Commission des stupéfiants, annexe.